

LA FIN DE LA YOUGOSLAVIE

et la politique du pire des impérialistes

Introduction	page 2
1- De l'Empire chrétien de Byzance à l'Empire musulman Ottoman	page 2
2- L'affaiblissement de l'Empire Ottoman et les conséquences dans les Balkans	page 3
3- L'affaiblissement de l'Empire Ottoman et les conséquences dans les Balkans	page 4
4- Le nationalisme fédérateur de Tito	page 5
5- La dette et la montée des nationalismes	page 5
6- L'attitude des puissances européennes et des Etats-Unis face aux nationalismes et à la guerre civile	page 7
A- La guerre serbo-croate (juin 1991-mars 1992)	page 7
B- Le siège de Sarajevo (5 avril 1992 au 29 février 1996) et la guerre de Bosnie	page 9
7- L'implication des Etats-Unis envenime la guerre civile	page 10
C- La guerre du Kosovo (mars 1998 – juin 1999)	page 12
8- Fin de la guerre civile, pas de la haine	page 13
Conclusion	page 14
Ressources utilisées	page 16

Introduction

En 1991, commençait au cœur de l'Europe le démantèlement, dans la violence et par des pratiques d'épuration ethnique, d'un pays peuplé alors de près de 25 millions d'habitants, la Yougoslavie. Ce pays allait se diviser en sept autres, qui seront : La Slovénie, La Croatie, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie, le Monténégro, le Kosovo, la Macédoine. Cette division s'inscrivait dans un bouleversement mondial qui a été provoqué par l'effondrement de l'URSS. Cet effondrement allait être le point de départ de l'indépendance d'une multitude de pays (15 au total dont la Russie, l'Ukraine, etc.) et la fin des gouvernements pro-soviétiques (pays occupés militairement par l'URSS) des pays dit satellites comme l'Allemagne de l'Est (RDA), la Pologne, etc. Ces pays satellites, au nombre de 8, finiront par rejoindre l'Union Européenne.

L'Europe capitaliste, avec à sa tête la France et l'Allemagne, au début des années 1990, décide d'intégrer et de transformer, à coups de centaines de milliards de francs, ces pays dont elle veut digérer les économies encore étatisées. Cette intégration et cette transformation vont plutôt bien se dérouler malgré les différences de traitement faites entre les pays (par exemple, l'Allemagne de l'Est réunifiée à celle de l'Ouest a bénéficié d'une meilleure considération qu'un pays comme la Roumanie). Et c'est là notre propos : nous nous posons la question de comprendre pourquoi cela n'a pas fonctionné avec l'ex Yougoslavie.

L'ex Yougoslavie va se transformer en champ de bataille. Pendant une période de pratiquement 10 ans, guerre civile, génocide, guerre de religion, épuration ethnique, vont être le vocabulaire entendu dans les médias pour caractériser la nouvelle situation des indépendances. Cette situation aux portes de l'Europe, qui est une des régions la plus riche de la planète, n'est toujours pas réglée. Seule une solution militaire imposée par les Etats-Unis a réussi à arrêter la guerre (bombardement sur la Bosnie en 1994/95, et de la Serbie en 1999) mais la haine entre les gens subsiste toujours. Les communautés nationales et religieuses, sont toujours séparées, vivent chacune de leur côté. Et parfois se heurtent encore violemment (Kosovo, Bosnie-Herzégovine) nécessitant toujours la menace de l'intervention des troupes de l'OTAN pour éviter l'explosion. Jusqu'à quand ?

En remontant dans le passé, nous allons voir que cette région a depuis bien longtemps suscité l'appétit des grandes puissances environnantes, que le morcellement ou l'unité de ces peuples est autant dû à des facteurs extérieurs (politiques impérialistes des empires environnants) que des facteurs intérieurs (chaque royaume ou Etat qui se crée essayant d'annexer son voisin).

1- De l'Empire chrétien de Byzance à l'Empire musulman Ottoman

Yougoslavie signifie en slave « Slaves du sud ». C'est en effet au 7^{ème} siècle que les Croates et les Serbes, qui sont des tribus slaves du nord, s'installent dans la région. A cette époque, c'est l'Empire byzantin (issu lui-même de la scission de l'empire romain chrétien entre

l'Empire d'orient et l'Empire d'occident en 400) qui contrôle la région. L'Empire byzantin permet à des tribus slaves de s'installer, en échange elles doivent combattre à son service pour la défense de l'empire. C'est à partir de cette époque que vont se former ou se défaire les différents royaumes Serbe, Croate, Bosniaque, Monténégrin, Macédonien.

Faisons un arrêt sur image sur la période 1300-1500. L'empire byzantin chrétien s'écroule, il est réduit au nord de la Turquie actuelle, autour de sa capitale Constantinople, aujourd'hui Istanbul. La région des Balkans est complètement fragmentée politiquement. Les différents royaumes chrétiens serbe, bosniaque, bulgare et autres sont en conflit permanent. Profitant de cet état de faiblesse de la chrétienté, l'empire Ottoman musulman va choisir ce moment pour attaquer l'Europe chrétienne.

C'est la fin de l'empire byzantin, c'est aussi la fin de l'expansion du royaume serbe qui est à l'époque la puissance montante de la région. Les Serbes sont défaits à Kosovo Polje en 1389 (bataille du champ des merles). La date de cette bataille est jour férié en Serbie aujourd'hui, elle a une forte connotation religieuse, puisqu'elle commémore la guerre chrétienne contre l'expansion musulmane de l'Empire Ottoman. C'est sur le lieu de cette bataille qu'en 1989, Milosevic, devant des centaines de milliers de personnes, a prononcé son premier grand discours nationaliste exaltant la nation serbe et qui fera de lui le leader politique serbe que l'on connaîtra plus tard.

2- L'affaiblissement de l'Empire Ottoman et les conséquences dans les Balkans

L'Expansion des Ottomans en Europe ne fut arrêtée qu'en 1529 à Vienne par l'empire austro-hongrois des Habsbourg. La frontière entre ces deux empires ne va pratiquement plus bouger pendant trois siècles. A la fin du 19^{ème}, début 20^{ème} siècle, l'Empire Ottoman est affaibli. L'Angleterre qui est la nouvelle 1^{ère} puissance mondiale (Les Etats-Unis d'aujourd'hui) domine le commerce mondial par la force de son capitalisme et par le contrôle des mers grâce à sa marine. L'Angleterre, en Méditerranée, est maîtresse de la mer et impose ses conditions économiques et commerciales aux Ottomans. Au nord, la Russie, cherchant un débouché maritime sur la Méditerranée, est aussi en guerre.

Cet affaiblissement de l'empire ottoman va provoquer le réveil des nationalismes de la région contre l'oppression ottomane et va accélérer son retrait de toute la région des Balkans. Mais ces nationalismes serbe, monténégrin, albanais, croate, bulgare, grec, sont aussi utilisés par l'Angleterre, la Russie et l'Empire Austro-Hongrois pour leurs intérêts propres. C'est ainsi que ces Etats nouvellement créés seront en guerre entre eux avec chacun une grande puissance pour les épauler.

Deux guerres vont se succéder en 1912-1913 qui seront nommées « Les guerres des Balkans ». A la veille de la guerre de 1914-1918, La Serbie, le Monténégro, l'Albanie, deviennent indépendants tandis que la Bosnie, la Croatie et la Slovénie restent sous la domination de l'empire austro-hongrois et la Macédoine incluse dans la Grèce. Cette nouvelle donne est le résultat d'alliances dans le jeu des grandes puissances.

Les Serbes sont ainsi les alliés de la Russie. La Serbie est un pion des russes dans la région car l'idée des russes est toujours la même que celle évoquée plus haut, c'est à dire d'avoir un jour un débouché sur la mer Méditerranée. De son côté, la Serbie, trop faible pour résister seule à l'Empire Austro-Hongrois ou à l'Empire Ottoman, a besoin en retour d'un

allié. Ce lien est accentué par la religion chrétienne orthodoxe, commune aux deux pays. Lors de la guerre civile en ex-Yougoslavie de la décennie 1990-1999, filtreront dans les médias l'existence de liens entre les dirigeants serbes et des dirigeants français. Ces relations proviennent de cette période. Avant 1914, la France a beaucoup investi dans l'économie russe et notamment dans les fameux emprunts russes. Des dirigeants politiques et des capitalistes français sont alors intimement liés à la politique agressive expansionniste de l'Etat russe dans les Balkans. C'est ainsi que vont se créer des liens historiques entre dirigeants français et serbes.

3- Les Balkans, terre d'expansion pour les impérialistes européens

En juin 1914, l'assassinat de l'empereur austro-hongrois par un Serbe à Sarajevo va être l'étincelle au déclenchement de la première guerre mondiale. L'attentat est organisé, selon ses protagonistes, pour mettre fin à l'annexion de l'Autriche-Hongrie sur la Bosnie-Herzégovine. Saisissant l'occasion, l'Empire Austro-hongrois attaque la Serbie. La Serbie étant l'alliée des Russes et des Français et l'Allemagne l'alliée de l'Empire Austro-Hongrois, ce sera le début de la première guerre mondiale.

Arrêtons-nous un instant sur la propagande qui nous dit que la première guerre mondiale a démarré à cause de cet événement dans les Balkans. Si on suit le raisonnement communément admis, un attentat, puis le jeu des alliances entre pays, ont entraîné le monde dans la première boucherie mondiale. Cette vision des choses a un avantage, c'est qu'elle dédouane et masque le système économique capitaliste qui a permis cela. La région des Balkans, elle aussi, était devenue pour les puissances européennes une terre de convoitises et de volonté d'influence.

C'est la concurrence et la rivalité coloniale entre les différentes puissances capitalistes pour le partage de la planète qui est à l'origine de la guerre. La guerre aurait très bien pu avoir comme étincelle un autre événement, dans une autre région du monde. D'ailleurs, il faut plutôt voir l'annexion de la Serbie par l'Empire Austro-Hongrois comme une tentative du capitalisme allemand de prendre la place du capitalisme russe dans la région.

Les règles du jeu capitaliste mondial ont alors pour fondement l'idée que la Terre se partage en zones d'occupation par les diverses puissances, ce sont les colonies. Une fois le monde ainsi occupé, toute modification du rapport de forces implique des conquêtes territoriales, donc un conflit militaire. Cette logique impérialiste sera aussi une cause principale de la deuxième guerre mondiale, avec, en plus, le besoin de rayer de la carte la jeune Union soviétique.

La fin de la première guerre mondiale va voir l'émergence d'un royaume unique portant le nom de : «Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes ». C'est un royaume chrétien ou il n'est pas fait référence aux bosniaques majoritairement musulmans. La Serbie étant dans le camp des vainqueurs a agrandi son territoire au détriment de l'empire austro-hongrois défait. Cette situation fait que la royauté serbe accapare tous les pouvoirs au détriment des serbes eux-mêmes et des autres peuples, Croates, Slovènes, Bosniaques, Kosovars et Macédoniens.

Les vainqueurs de la première guerre mondiale que sont la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis n'ont qu'une manière de proposer aux peuples, en l'imposant d'en haut. Là, ils

mettent en place un royaume, et vont instaurer à la direction du pays une main de fer. En effet, ces puissances ont eu peur du vent révolutionnaire venu de Russie, d'Allemagne et de Hongrie. Ils préfèrent un régime bien réactionnaire à des régimes politiques plus progressistes. En 1929, le roi Alexandre 1^{er} dissout le Parlement et transforme le royaume en une dictature royale qui prend officiellement le nom de Yougoslavie. Le roi Alexandre 1^{er} est d'ailleurs assassiné par des conjurés croates à Marseille en 1934.

4- Le nationalisme fédérateur de Tito

Tout cela va prendre fin avec la Seconde Guerre mondiale. La Yougoslavie est envahie par les Allemands et les Italiens qui se la partagent. La Yougoslavie disparaît. Il subsiste juste un « Etat indépendant de Croatie », englobant la Bosnie, gouvernée par le parti Oustachi d'Ante Pavelic, fasciste et catholique. Des centaines de milliers de Serbes, opposants politiques et juifs, sont assassinés par le régime de Pavelic. C'est une guerre politique aussi bien que religieuse, les Serbes sont tués pour leur religion chrétienne orthodoxe et les juifs pour leur religion juive. En Bosnie, ce sont les Serbes nationalistes qui assassinent croates catholiques et musulmans. Eux sont pour un retour aux institutions existant avant la guerre (la royauté).

Mais un autre mouvement politique existe, c'est celui de Tito (Josip Broz). Tito se dit communiste, formé par l'URSS. C'est un nationaliste. La résistance qu'il organise à l'occupation allemande est efficace car il s'appuie sur les masses paysannes, leur promettant une réforme agraire, et un changement de régime politique. La guérilla communiste de Tito recrute parmi tous les peuples de Yougoslavie. Il construit un mouvement politique national qui unifie les différentes tendances politiques, religieuses et régionales. Sa guérilla est victorieuse. D'ailleurs, bien qu'il obtienne le soutien des alliés, aucun soldat des grands pays vainqueurs de la Seconde Guerre ne mettra un pied en Yougoslavie, que ce soit l'URSS ou les Etats-Unis. Le prix de quatre années de guerre est de 1 million de morts sur 16 millions d'habitants.

Tito met en place le régime politique qu'il a préparé dans la guérilla. C'est une dictature où il détient tous les pouvoirs (régime de parti unique). Le régime continue de se dire communiste, alors qu'il rompt assez rapidement ses relations avec l'URSS. Mais se dire communiste au lendemain de la Seconde Guerre mondiale est un signe de prestige. Un des axes de la politique de Tito sera de profiter de la guerre froide entre l'URSS et les Etats-Unis pour se rapprocher tantôt des uns, tantôt des autres, pour préserver une indépendance politique. Il crée la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, comprenant six républiques (Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Monténégro, Macédoine) et deux régions autonomes (la Voïvodine et le Kosovo).

Pour lutter contre les dérives nationalistes des différents peuples, son régime institue une égalité politique et économique entre les différents peuples de la Yougoslavie, fondée sur une constitution. Cela va fonctionner de 1945 à 1980. En fait jusqu'à sa mort le 4 mai 1980. Au regard de l'histoire de la Yougoslavie durant la période de Tito et celle qui suivra, on peut dire que son régime aura été le plus progressiste même si, de notre point de vue, ce n'est pas ce genre de régime politique que nous souhaitons pour la population.

5- La dette et la montée des nationalismes

1980 est une année charnière pour la Yougoslavie, le pays subit une grave crise économique. Il est endetté auprès du FMI, de la banque mondiale. En effet, Tito s'étant détourné de l'URSS, il a permis au pays de recevoir des prêts d'argent des pays occidentaux. La dette qui était de 2 milliards en 1970 va passer à 20 milliards de dollars en 1980. Comme tous les pays pauvres de la planète, le pays subit de plein fouet l'augmentation des taux d'intérêts américains. En effet, la dette de la Yougoslavie est une dette à taux variable indexé sur les taux du dollar.

Les rapaces du FMI imposent alors à la Yougoslavie une thérapie de choc qui consiste à démanteler l'économie du pays. Alors que la production industrielle augmentait annuellement de 7,1% de 1966 à 1979, elle va régresser jusqu'à devenir négative à -10,6 % en 1990. Gel des salaires, licenciements dans les entreprises d'Etat, fermeture des entreprises déficitaires, vont faire que le niveau de vie de la population va reculer de 40% de 1982 à 1989.

L'inflation est à plus de 300% en 1989. En 1990, un accord avec le FMI et les dirigeants yougoslaves instaure le gel de tous les paiements de transfert aux républiques : cela signifie l'effondrement de la structure fiscale fédérale qui permettait de redistribuer une partie des richesses des régions les plus riches aux régions les plus pauvres et annonce les futures indépendances de 1991. Ce sont des centaines de milliers de travailleurs qui perdent leur emploi et se retrouvent dans la misère. Il y a une montée en puissance des grèves, des manifestations contre le pouvoir. Car ce sont quand même les dirigeants de la Yougoslavie qui signent les accords avec le FMI, et derrière lui, les dirigeants occidentaux des pays riches.

Les dirigeants yougoslaves vont choisir le poison de l'idéologie nationaliste pour détourner le mécontentement populaire. Le plus connu d'entre eux est Milosevic. Il est serbe. Il ouvre le bal en 1987 en allant au Kosovo pour soutenir les nationalistes serbes face aux revendications d'autonomie du Kosovo. Il décrète le Kosovo berceau et cœur de la Serbie. C'est à partir de cette date que Milosevic décide de s'appuyer sur le nationalisme serbe pour accéder au pouvoir.

Pourtant, à cette date de 1987, rien n'est joué et rien ne dit que la Yougoslavie va glisser dans l'embrasement de la guerre civile. Il faudra encore plusieurs années pour que les différents dirigeants nationalistes canalisent la colère et le mécontentement vers leurs idées réactionnaires.

En 1989, Milosevic, devenu le président de la Serbie, décide de réduire l'autonomie de la province du Kosovo, à la suite de grèves au Kosovo dues à la répression de l'armée fédérale. La constitution est ensuite modifiée en 1990 pour réduire les droits civils, l'utilisation de la langue albanaise, ainsi que la culture albanaise (qui caractérisent le Kosovo). Le droit de propriété des Albanais est réduit, plus de 80 000 d'entre eux perdent leur travail du seul fait qu'ils sont albanais.

Un mouvement nationaliste clandestin kosovar, dirigé par Ibrahim Rugova, apparaît, qui se nomme la LDK (Ligue Démocratique du Kosovo). Des élections clandestines organisées dans tout le Kosovo en 1992, le désignent président du Kosovo. Rugova est pour un mouvement pacifiste contestant la légitimité serbe sur le Kosovo ainsi que pour l'obtention du soutien international à l'égard de la cause du nationalisme kosovar albanais.

Que font les autres dirigeants des républiques ? Ils cautionnent l'intervention de l'armée fédérale au Kosovo, puisque une intervention ne peut être menée sans l'aval des dirigeants de toutes les républiques. Mais en sous-main, ils préparent chacun l'éclatement de la Yougoslavie. Les dirigeants de la Slovénie et de la Croatie, qui sont les républiques les plus riches de la Yougoslavie, les premiers, ne veulent plus payer pour les autres.

6- L'attitude des puissances européennes et des Etats-Unis face aux nationalismes et à la guerre civile

Le 25 juin 1991, la Slovénie et la Croatie, au nord-ouest du pays, proclament leur indépendance. Si ces deux Etats décident de leur séparation, c'est qu'ils ont des soutiens en Europe, notamment en Allemagne, en Autriche et au Vatican. Ce sont les liens historiques et religieux (catholique) qui refont surface. Les autres pays européens, les Etats-Unis ne soutiennent pas la partition.

Au sein de l'Europe, existe une divergence. La France, le Royaume-Uni, l'Espagne, voient l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie comme un encouragement aux indépendantistes de leur propre pays : L'ETA en Espagne, l'IRA en Irlande, la Corse en France. Ils craignent aussi que l'éclatement de la Yougoslavie ait des répercussions sur l'URSS elle-même, et ne la déstabilise.

Cette divergence se manifestera au sein de l'Union européenne par des décisions contradictoires en 1991 où, d'un côté était promise une aide de 4,5 milliards de dollars à Belgrade pour le maintien de l'Union Yougoslave, et de l'autre une résolution du parlement européen déclarait que « *les républiques et les provinces autonomes de Yougoslavie avaient le droit de déterminer librement leur avenir de façon pacifique, sur la base des frontières internationales et internes reconnues par le droit international* ».

Que ce soit l'attitude du camp pro partition ou celle du camp de l'union, les grandes puissances ne raisonnent pas dans l'intérêt des populations. Chacune a son calcul propre. L'Allemagne vient de se réunifier, c'est la nouvelle grande puissance européenne ; la reconnaissance de l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie est son premier acte de politique étrangère, ces nouveaux pays seront sous son aile protectrice et sous son influence. Quand aux autres pays, dont la France, leur souhait d'une « Fédération Yougoslave » n'est qu'un calcul qu'ils pensent le plus utile pour leurs propres intérêts nationaux ; ils craignent aussi les inconnues pouvant faire suite à de futures indépendances.

L'indépendance de la Slovénie et de la Croatie proclamée, l'armée fédérale, qui est en fait sous commandement serbe, intervient en Slovénie, mais se retire au bout de 10 jours sans pratiquement de combat. Des soldats de l'armée fédérale ont déserté et ont rejoint les indépendantistes. Du jour au lendemain, des militaires d'un même régiment se retrouvent ainsi face à face. Mais surtout, la situation militaire a tourné en faveur de la nouvelle armée slovène qui cerne les militaires de l'armée fédérale dans les casernes. Le 7 juillet 1991, les accords de Brioni, négociés avec des représentants de la CEE, permettent le retrait de l'armée fédérale des casernes et du territoire slovène. La Slovénie acquiert ainsi son indépendance sans heurt véritable. Il n'en ira pas de même en Croatie

A- La guerre serbo-croate (juin 1991-mars 1992)

En Croatie, les nationalistes serbes – dans deux régions, la Krajina et la Slavonie orientale - refusent d'être intégrés. Une manifestation de la population mêlant des Serbes, des Croates et d'autres, est organisée à Knin, contre le conflit qui se prépare. Mais cela ne sera pas suffisant.

C'est là, en Krajina, cette partie de la Croatie à forte composante serbe, que la désintégration du pays va véritablement commencer. Un fossé de sang va être volontairement creusé, pour la première fois, ouvrant la voie à une suite abominable : des guerres caractérisées par l'utilisation de la terreur contre les populations. Des deux côtés, d'une manière à la fois symétrique et complémentaire, les nationalistes serbes comme croates assassinent dans les villages, pour faire fuir les populations qui ne sont pas croates ou qui ne sont pas serbes et assassinent les opposants de leur propre camp. C'est ainsi que la population va être acculée à suivre ces dirigeants sur un terrain non seulement ouvertement violent, mais excluant totalement l'autre. La haine est fabriquée par le haut dans les 2 camps. C'est qu'il n'est pas facile de faire se diviser et s'opposer une population qui vit depuis bien longtemps côte à côte dans les villages, dans les villes. Des frontières ont certes été tracées au cours des siècles mais elles n'ont pas délimité les peuples.

Ainsi, le régime du président Franjo Tudjman, dès l'indépendance de la Croatie proclamée, reprend des symboles, comme le drapeau de l'Etat croate du 11^{ème} siècle, qui étaient aussi ceux du régime fasciste d'Ante Pavelic. La Place des victimes du fascisme à Zagreb est rebaptisée, obligeant les responsables de la communauté juive de Zagreb à protester. Et le président croate se targue de n'avoir pour femme ni une juive, ni une serbe.

En décembre 1990, Tudjman renforce le caractère croate de sa république : les minorités perdent leur statut. Inquiets pour leur avenir, les Serbes de la Krajina, une région représentant environ un quart de la surface de la Croatie, mais peuplée par une population serbe relativement plus importante, va prendre le chemin de la séparation : soutenus par Milosevic qui les y encourage depuis la Serbie, les Serbes proclament la « Région autonome serbe de Krajina » en décembre 1990. Un référendum organisé en avril 1991, et le rattachement à la Serbie proclamé en mai 1991. En réalité, c'est moins de la moitié des Serbes de Croatie qui se trouvaient en Krajina, les autres étant disséminés dans les agglomérations de Croatie. La population est partout mélangée.

Les minorités se trouvant dans la nouvelle « Région autonome serbe de Krajina » vont immédiatement être persécutées, déplacées de force, ou subir des massacres. Les monuments culturels et religieux sont détruits, avec l'idée d'effacer toute trace d'une présence non serbe. En réponse de quoi des Croates se rebellent et tente de faire subir le même sort aux Serbes. Par la suite, la Région autonome serbe de Krajina va chercher à étendre son territoire, atteignant jusqu'à un tiers de la Croatie. 10 000 non Serbes seront tués et 250 000 chassés du territoire, essentiellement vers la Croatie. Mais 80 000 Serbes aussi décideront de partir, poussés eux par les conditions de vie lamentables (insécurité, chômage, etc.) dans lesquelles ils se retrouvent

Lorsque le 25 juin 1991, la Croatie déclare son indépendance, l'armée yougoslave, à majorité serbe, sous le prétexte de venir prendre la défense des Serbes, attaque la Croatie, qui est bombardée, pillée. Les conscrits qui désertent en masse cette armée sont remplacés par des miliciens serbes. Un point va bloquer un moment l'avancée serbe, c'est la bataille de

Vukovar. La bataille de Vukovar, ville située à la lisière de la Croatie avec la Serbie, au nord du pays, sera atroce, et va préfigurer la suite. La ville est assiégée et bombardée trois mois durant, les habitants croates terrés dans les caves. Après quoi, les 1500 combattants croates se rendent, et la ville, un amas de ruines, est livrée aux tueurs et pillers serbes. La population est regroupée dans le stade, les hommes en âge de combattre séparés des femmes et des enfants, et vont disparaître ; de même que des centaines de blessés dans l'hôpital.

Le conflit va durer jusqu'en mars 1992. Fin 1992, la Forpronu (ONU) va déployer jusqu'à 14 000 casques bleus dans les zones serbes. Mais ceux-ci sont incapables de faire refluer les forces serbes des zones à majorité croate, ni même à empêcher le massacre des 250 derniers Croates restés sur place, sous leurs yeux. L'ONU démontre son incapacité.

En Octobre 91, c'est au tour de la Macédoine, tout à l'Est cette fois de la Yougoslavie, de proclamer son indépendance.

La CEE (Communauté économique européenne, ancêtre de de l'Union Européenne) reconnaît l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie le 15 janvier 1992. La position de l'Allemagne l'a emporté. La CEE demande ensuite à la Bosnie-Herzégovine, située au centre de la Yougoslavie, d'organiser un référendum sur l'indépendance. Ce référendum est boycotté par les Serbes, mais il obtiendra 99% de oui.

B- Le siège de Sarajevo (5 avril 1992 au 29 février 1996) et la guerre de Bosnie

La CEE reconnaît alors l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, mais les forces serbes ne se gênent pas pour assiéger Sarajevo, la capitale de la Bosnie-Herzégovine. Va commencer alors un siège interminable, près de quatre ans, c'est le siège le plus long de l'histoire de la guerre moderne. Les paramilitaires serbes refusent la proclamation d'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, s'opposant donc cette fois à l'Europe. La ville subira une moyenne de 330 obus par jour, avec un record de 3800 en juillet 1993. On estime le nombre de morts civils à 10 000.

En attendant, c'est au tour des Etats-Unis de reconnaître la Slovénie, la Croatie et la Bosnie-Herzégovine. Les Etats-Unis, comme les Européens, prennent acte des rapports de force sur le terrain. Pour l'heure, ils leur laissent le soin de gérer le problème, et les Européens, dans un premier temps, ne font pas non plus appel à eux.

La France, même si elle a finalement suivi la position de l'Allemagne sur la reconnaissance des indépendances, voudrait continuer d'influer sur les événements. Dès les premiers combats en Croatie en juillet 1991 entre Serbes et Croates, elle a été à l'origine d'une proposition de création d'une force armée européenne, mais qui sera très vite rejetée par l'Allemagne et le Royaume-Uni.

La France a alors cherché à internationaliser le conflit en poussant l'ONU à prendre position, en créant une force d'interposition (Forpronu) entre les différents belligérants (respect de l'embargo sur les armes, impositions de sanctions politiques et économiques pour punir les comportements agressifs, création d'une force d'interposition pour alléger les souffrances civiles avec le consentement des parties en conflit). Même si l'action des troupes de l'ONU n'a pas beaucoup d'impact sur l'intensité des combats entre les différents

protagonistes, elle veut se mettre en position d'être un intermédiaire, sinon le principal intermédiaire, dans les futures négociations.

7- L'implication des Etats-Unis envenime la guerre civile

La guerre touche toute la Bosnie. Au sud, elle oppose les Croates chrétiens aux Bosniaques musulmans, au nord elle oppose les Serbes également chrétiens aux musulmans encore. En fait, au début de la guerre de Bosnie (avril 92), il y a eu des accords secrets entre les dirigeants croates et serbes pour se partager la Bosnie au détriment des Bosniaques musulmans.

La position des Etats-Unis (Clinton est le président) va changer. Etant devenue, depuis peu, la seule première puissance mondiale et le « super gendarme de la planète » après l'écroulement de l'URSS, elle ne peut rester trop longtemps attentiste devant un conflit qui dure en Europe, alors qu'elle y dispose de plusieurs centaines de milliers d'hommes stationnés. Les images de la guerre, des massacres, de l'impuissance des troupes de l'ONU, font le tour de la planète.

S'ils ont mis du temps à intervenir, c'est qu'ils ont aussi des soucis avec leurs différentes interventions aux quatre coins du monde. En Somalie, la mort d'une vingtaine de leurs militaires a choqué l'opinion américaine et développé l'idée qu'il faut désormais ne faire la guerre qu'en minimisant la participation des troupes au sol pour éviter la mort de leurs soldats. Mais c'est aussi une habitude pour les Etats-Unis que de ne pas intervenir de suite, de laisser s'établir les rapports de force, et aussi s'épuiser les forces en présence, avant de choisir son attitude voire son camp.

Les Etats-Unis ne pensent leur intervention qu'en termes de guerre et de puissance. Ils ne semblent avoir, a priori, pas d'intérêt particulier envers l'un ou l'autre des protagonistes. Ils doivent éviter d'envoyer leurs soldats au sol. Et ils disposent de moyens techniques leur permettant d'envisager des bombardements intenses. Enfin, ils disposent d'une force supplétive et d'une expérience positive : l'utilisation des djihadistes musulmans, qui en Afghanistan, ont réussi à repousser l'URSS, contribuant d'ailleurs à préparer son effondrement. L'idée mûrit donc d'envisager leur recyclage en Bosnie musulmane. Cela implique que les USA frappent contre les Serbes, contre les chrétiens.

Peu importe. Là comme toujours, les politiciens bourgeois ont l'art du multiple langage : aux djihadistes, on propose une guerre contre les chrétiens, à l'opinion publique occidentale, on ne parle ni de chrétien ni de musulmans, mais d'épuration ethnique, de camps de concentration, de viols de masse. Mais on ne les dénonce que du côté serbe. Il suffira que les USA, seuls porteurs des moyens militaires adéquats, et de la décision de les utiliser, aient choisi leur camp, pour que toute la machine de propagande européenne et occidentale les suive comme un seul homme, se relayant matin, midi et soir, pour dénoncer les comportements de Milosevic comme les pires qui soient.

Une des techniques va consister à faire rentrer en Bosnie des combattants étrangers djihadistes venant pour une bonne part d'Afghanistan. Ces combattants avaient été financés, entraînés par l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis pour combattre les Russes en Afghanistan. Cette guerre étant finie, et gagnée contre les Russes, ces combattants vont être incorporés dans l'armée bosniaque musulmane, en leur permettant de disposer de leur propre autonomie.

Ils seront au nombre d'une dizaine de milliers. Sur le terrain, ce sont eux les plus efficaces car ils sont aguerris au combat et ils combattent pour leur propre idéal qui est celui de construire un califat musulman. Et cela va accentuer le caractère de guerre de religion entre musulmans et chrétiens pendant le conflit.

Cette attitude des Etats-Unis qui choisissent le camp musulman contre le camp serbe va orienter la vision de l'ensemble du monde occidental au détriment des Serbes. En France, la vision de l'époque donnée par les médias est que les massacres n'étaient perpétrés que par les Serbes. Il est vrai que les milices serbes se comportaient en sanguinaires mais tout autant que les autres milices croates, bosniaques ou djihadistes. D'une certaine façon, l'implication des Américains va contribuer à déformer la vérité en présentant le conflit avec les bons d'un côté (Croates et Bosniaques) et les méchants de l'autre (Serbes).

Cette nouvelle donne militaire affaiblit les milices armées serbes et l'armée croate reprend l'offensive en Croatie dans les régions de Krajina et de Slavonie orientale. L'armée croate chasse les populations serbes des villages en assassinant, en brûlant les maisons. C'est l'exode de centaine de milliers de Serbes vers la Serbie et la Bosnie. En Bosnie, l'alliance croato-bosniaque reprend du terrain sur les Serbes et procède, à l'identique des soldats serbes, à l'épuration des villages et des villes des populations serbes.

De leur côté, les Serbes continuent de massacrer et d'épurer. Un épisode marquant aura été le massacre de Srebrenica. Cette ville bosniaque musulmane est située à la frontière de la Serbie, ce qui va permettre aux Serbes de la bombarder depuis la Serbie, d'avril 1992 à mars 1993. Srebrenica connaîtra le massacre le plus important en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Le massacre avait été précédé, depuis près de trois ans, par d'autres, sous forme de coups de main menés par les militaires serbes, anéantissant et massacrant près de 3200 personnes, rasant près de 300 villages bosniaques. En juillet 1995, de 6 à 8000 hommes et adolescents seront donc massacrés par l'armée de la république serbe de Bosnie, sous le commandement de Ratko Mladic, appuyée par des paramilitaires de Serbie (les Scorpions). Cette boucherie a lieu dans une ville pourtant déclarée par l'ONU zone de sécurité, et dans une région où se trouvaient 400 casques bleus (néerlandais).

C'est donc la pression américaine qui, seule, arrêtera cette boucherie. Sous pression américaine, et après les bombardements des positions militaires serbes par les avions de l'OTAN, les chefs d'Etats serbe, croate, musulman bosniaque (Milosevic pour la Serbie, Karadzic pour les Serbes bosniaques, Tudjman pour la Croatie, Izetbegovic pour les musulmans bosniaques) sont amenés aux États-Unis, sur une base militaire, à Dayton, afin de signer une paix. Le coup de pouce américain mais également allemand a permis de rééquilibrer le rapport de forces, en face des Serbes qui paraissaient tout puissants : l'armée croate a repris la Krajina, et les forces croato-musulmanes ont également récupéré une bonne partie des régions prises par les Serbes en Bosnie. Mais là encore, les croates expulsent les Serbes de Krajina, se comportant eux aussi en épurateurs ethniques. Leur chef Tudjman décrète aussi la mise sous tutelle des biens des Serbes ayant quitté la Croatie, sans possibilité réelle pour eux de les récupérer. Quant aux 130 000 Serbes qui sont encore là, sur les 600 000 qu'il y avait à l'origine, on imagine la terreur dans laquelle ils doivent vivre.

Après trois ans et demi de carnages, ces accords de Dayton sont donc signés en novembre 1995. Ils entérinent la situation militaire du moment. Ils entérinent donc les épurations ethniques, les décisions et les pratiques ignominieuses. Ils figent une situation où les populations ne peuvent que se voir en guerre, les minorités enfermées dans des ghettos et

en danger imminent, où les Etats ne sont que les pièces d'un puzzle que se partagent des chefs de bande.

La Croatie récupère les deux provinces serbes de Croatie. Pour ce qui est de la Bosnie, elle est partagée en deux parties distinctes, la Fédération croato-musulmane (51% du territoire) et la république Serbe de Bosnie (49% du territoire). Le pays est mis sous tutelle internationale, en fait celle des Etats-Unis, avec la présence militaire de l'OTAN avec 60 000 soldats dont 20 000 Américains, et d'une administration de l'ONU sous l'autorité d'un haut-commissaire. La présence militaire ira en diminuant au fur et à mesure des années.

En décembre 2004, L'Union européenne prend le relais de la SFOR (force OTAN), en mettant en place une force de police de 7 000 hommes. Le pouvoir du représentant de l'ONU devait disparaître en 2008. Le pouvoir exécutif de la Bosnie (entité représentant l'Etat bosniaque dans son ensemble) est assuré par une présidence collégiale représentant les 3 peuples et un conseil des ministres élu pour 4 ans. Mais tout ceci fonctionne très difficilement. Il y a par exemple très peu d'échanges commerciaux entre les deux entités. Le pays compte 41 % de chômeurs. Il y a aussi la question des personnes déplacées pendant la guerre. Environ 2 200 000 pour la seule Bosnie. Un grand nombre de personnes reviennent, pas dans leur foyer mais dans les territoires ou leurs groupes communautaires sont majoritaires. C'est le même phénomène en Croatie où les Serbes qui rentrent ne peuvent retrouver leur foyer d'origine.

C- La guerre du Kosovo (mars 1998 – juin 1999)

On a vu que les accords de Dayton avaient scellé le sort de la Bosnie. Mais dans les accords voulus par les grandes puissances, il n'était pas question du Kosovo. On se souvient de la place un peu particulière que jouait le Kosovo dans les visées nationalistes, puisque Milosevic avait commencé sa campagne ultra nationaliste en désignant le Kosovo du doigt. C'est que la région est peuplée en majorité d'Albanais, et que ceux-ci, aux yeux des nationalistes slaves, sont des étrangers ; ils auraient profité de l'occupation ottomane pour venir « coloniser » la terre des slaves du sud, la yougo slavie.

Dès les accords de Dayton signés, se crée au Kosovo une armée de libération du Kosovo (UCK) qui réclame l'indépendance du Kosovo. Ce mouvement va donc bien au-delà de la LDK (Ligue Démocratique du Kosovo) de Rugova qui prône des actions non-violentes. Cette résistance armée est vue d'un mauvais œil par les Occidentaux. Pour eux, un ordre a été établi sous leur égide, et il n'est plus question d'y toucher sans leur accord. Ce qui montre que peu leur importent les aspirations ou le sort réel des populations.

C'est donc dans un silence occidental complice que Milosevic, en juillet août 1998, commence à lancer ses forces à la lisière du Kosovo. Son objectif est toujours le même : faire entrer dans les faits son nettoyage ethnique, ici en repoussant les Albanais vers l'Albanie par la frontière ouest du Kosovo, ou aussi vers la Macédoine par la frontière sud cette fois. Fin août, ce sont déjà près de 230 000 personnes qui ont dû se réfugier, plus de 10% de la population du Kosovo. Bientôt, c'est le chiffre de 860 000 réfugiés qui est atteint, selon l'organisation Human Rights Watch.

Cette nouvelle ignominie commence à être connue par les médias. L'indignation ne peut que monter. C'est alors que les grands stratèges occidentaux, USA, France, ou OTAN,

font mine de découvrir le plan odieux de Milosevic, de vider le Kosovo des Albanais. Ils somment Milosevic de stopper. Mais Milosevic a cru comprendre, par le passé récent, qu'il pouvait faire ce qu'il voulait, les grandes puissances finiraient par accepter. Si elles râlent, c'est sans doute pour plaire à leur opinion publique. Mais de leur côté, les impérialistes commencent à en avoir assez des rebuffades de Milosevic, qu'ils ont pourtant encouragé, reconnu même en l'accueillant à Dayton en représentant officiel des Serbes.

Tandis que les chefs d'Etat et les médias occidentaux font mine donc de découvrir le plan de Milosevic, le général Wesley Clark lance les opérations de l'OTAN le 24 mars 1999. L'idée est de bombarder quelques points de la Serbie, pour obliger Milosevic, en trois ou quatre jours, à revenir négocier. Mais pris dans sa logique, soutenue par tout son appareil étatique et militaire, Milosevic résiste. Les bombardements devront durer 78 jours, jusqu'au 10 juin 1999. L'« opération force alliée » aura réalisé une moyenne de 480 sorties aériennes par jour.

Et bien entendu, cette opération est présentée comme « humanitaire » et venant au secours des pauvres Albanais du Kosovo. Mais si l'occident sait coordonner ses actions militaires d'envergure, rien n'a été prévu, ne serait-ce qu'en matière de couvertures ou de nourriture pour les populations, et ce qui se fait est improvisé. Là encore, la seule véritable manière d'agir de l'impérialisme, c'est la guerre. Seul le discours a une prétention plus humaine, mais c'est un leurre. Il s'agit avant tout de démontrer, pour l'exemple, aux petits dirigeants du monde entier, qu'il peut leur coûter cher de ne pas obéir aux grandes puissances. De plus, et ce n'est pas le moins important, le bombardement de nombreuses installations civiles reprend, de fait, la logique nationaliste : il fait payer la politique de Milosevic et de ses chiens de guerre par toute la population de la Serbie.

La Serbie finira par capituler, après la destruction de très nombreuses infrastructures (ponts, centrales électriques, usines etc.) et bien entendu des centaines de civils tués. Le résultat sera l'occupation militaire du Kosovo par les forces de l'OTAN sous l'appellation KFOR (Kosovo Force) et la région est soumise à l'administration de l'ONU, la MiNUK. 30 000 hommes de la KFOR de 37 nationalités différentes occuperont le Kosovo.

8- Fin de la guerre civile, pas de la haine

En 2008, malgré l'indépendance proclamée en février, il y a toujours 15 000 soldats au Kosovo. Après la fin du conflit, la plupart des réfugiés albanais qui avaient fui l'armée serbe et les bombardements de l'OTAN reviennent. Par contre 200 000 Serbes du Kosovo fuient en Serbie, craignant les représailles, ou sont tout simplement chassés par l'UCK. Aujourd'hui, il ne reste que 100 000 serbes concentrés au nord dans le secteur français et dans quelques enclaves. Il en est de même des Roms qui étaient 200 000 avant la guerre et qui ne sont plus que 30 000, les Albanais les accusant d'être les complices des Serbes.

Au sortir de la guerre, l'UCK rend les armes en théorie et participe au processus démocratique. Rugova est alors élu président du Kosovo. Pourtant la situation reste extrêmement tendue car malgré la puissance et la présence militaire des occidentaux sur place, les problèmes élémentaires de la population comme l'électricité, du travail, l'eau courante, ne se règlent pas. Tant et si bien qu'en mars 2004, les forces de l'ONU seront attaquées par la population. Après quoi cette révolte de la population se retournera contre les Serbes du Kosovo ; 4200 en partiront à la suite de ces violences.

Il faut savoir que tous ces gens qui sont partis du Kosovo, qu'ils soient Serbes ou Roms, se retrouvent en Serbie dans des situations précaires et considérés comme citoyens de seconde zone, particulièrement pour les Roms qui sont sans papier.

La Macédoine qui se trouve au sud du Kosovo et qui s'appelle « Ancienne république Yougoslave de Macédoine » s'était déclarée indépendante en octobre 1991. Elle a été déstabilisée après les bombardements de l'OTAN sur le Kosovo et la Serbie par une rébellion albanaise qui revendique leur indépendance, à l'image des Albanais du Kosovo. Les Albanais occupent jusqu'à 10% du territoire. Mais sous la pression de l'OTAN, le gouvernement macédonien et la rébellion albanaise trouvent un accord qui leur donne plus de pouvoir aux niveaux municipal et départemental, ainsi que dans la police et l'administration. L'OTAN interviendra par trois fois entre 2001 et 2003 pour effectuer le désarmement de la guérilla qui finit par rentrer dans le jeu politique démocratique. En 2008, 300 militaires français sont en Macédoine, sous la responsabilité de l'Europe. La Macédoine reste un pays pauvre avec 37% de chômeurs et où un quart de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

La Serbie : à la suite des bombardements de l'OTAN de 1999, Milosevic va perdre les élections présidentielles de septembre 2000. A la suite de manifestations quasi quotidiennes réclamant son départ, Vojislav Kostunica, candidat de l'opposition, remporte les élections. Milosevic ainsi que d'autres dirigeants serbes, sont inculpés par le TPIY (Tribunal Pénal International pour l'ex Yougoslavie) pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité au Kosovo. La Serbie qui est encore en 2000 accolée avec le Monténégro (celui-ci votera son indépendance en 2006) adhère à l'ONU. Ce qui lui permet de bénéficier de l'argent européen (BEI et BERD) et de la banque mondiale. En fait, et ceci est valable pour tous les autres pays de l'ex Yougoslavie, cela veut dire surtout que le paiement de la dette peut reprendre ou continuer, les privatisations de l'économie ex yougoslave aussi.

Milosevic meurt dans la prison du tribunal de la Haye en mars 2006. C'est le dernier dirigeant des accords de Dayton de 1995 à mourir. La Serbie a perdu le Kosovo devenu indépendant en février 2008. Le salaire moyen en Serbie est de 350 euros/mois, le taux de chômage y est d'environ 19%.

L'Europe a promis l'intégration des pays de l'ex -Yougoslavie dans l'Union Européenne, à certaines conditions comme le retour des réfugiés dans leur province, la livraison des criminels de guerre au TPIY, la mise en conformité de leur économie (maîtrise de l'inflation, de la dette, privatisation). La Slovénie y a adhéré en 2004.

Conclusion

Les différentes interventions des impérialistes n'ont rien résolu pour les peuples de l'ex Yougoslavie. Ils n'ont utilisé que la solution militaire pour arrêter la guerre. Mais cette solution n'a rien réglé puisque les murs de haine entre les populations existent toujours. C'est un gel des différentes positions militaires qui a été entériné. Après quoi l'impérialisme a imposé aux personnes vivant dans ces régions de se supporter, mais sans chercher à changer la vie, ni au moins les conditions de vie. Près de dix ans après la guerre, Serbes et Croates de Vukovar évitent toujours de se fréquenter ; ils envoient leurs enfants apprendre dans des établissements scolaires différents.

Les dirigeants des pays riches n'éprouvent pas le besoin de rechercher des solutions humaines pour les peuples. Leurs intérêts, pouvant être de plus contradictoires, les poussent donc vers des issues qui condamnent les peuples à vivre dans une situation précaire, tendue à l'extrême où les explosions de colère contre les conditions dans lesquelles on les fait survivre se retournent envers le voisin.

Les dirigeants occidentaux n'ont finalement pas remis en cause la volonté de chaque dirigeant nationaliste de se séparer. Alors qu'un Tito avait su et pu mettre en place un vaste système de redistribution, permettant aux régions les moins riches de bénéficier d'aides venant des autres régions, alors que l'unité aussi de l'ensemble yougoslave avait pu donner une certaine force et cohésion à l'ensemble du pays, les impérialistes ont laissé, ou encouragé, l'émiettement, et donc l'affaiblissement global de la région.

Quant à leur intervention prétendument humanitaire, elle s'est résumée à une guerre en gants propres, les Américains bombardant ou envoyant leurs supplétifs djihadistes, les autres occidentaux se bornant à jouer les forces d'interposition. Et tous ont accepté, respecté, l'essentiel des lignes de front obtenues par la violence des uns et des autres, ce qui est en cohérence avec leur propre histoire et leur propre passé : pour ces gens-là, ce qui est sacré dans une frontière, c'est qu'elle est le résultat d'une bataille, et seule une nouvelle bataille peut la remettre en cause.

Enfin, là où un Tito avait commencé à unir les populations en apportant un système sans doute économiquement en progrès par rapport à ce qu'elles avaient connu dans le passé, les occidentaux se sont bien gardés d'utiliser leurs capacités et leur puissance pour, par exemple, apporter une aide financière d'importance, ou pour investir massivement dans les infrastructures. Ils n'ont cessé de voir le pays comme un pays pauvre endetté auquel il fallait rendre gorge, pour le principe. Certes, ils ont à un moment parlé d'apporter cette aide financière, mais cela n'a été qu'une promesse, destinée à contrebalancer l'image de leur action réelle, uniquement militaire et guerrière.

RESSOURCES UTILISEES :

Lectures :

- Questions internationales, Les Balkans et l'Europe N°23 (janvier-février 2007)
- Les Balkans, Atlas Historique (2001) édition Economica
- Yougoslavie, origines d'un conflit (1995) Le Monde Editions
- Le Dessous des Cartes, Atlas géopolitique (2005) Arte Editions
- Michels Patrick, La France face aux déclarations d'indépendance Slovène et Croatie.
In : Revues d'études comparatives Est-Ouest. Volume 27, 1996, N°3. Pp. 75-101.

Filmographies

- Yougoslavie, suicide d'une nation européenne (1995) Mitchell
- Le Dessous des Cartes, Des nouvelles des Balkans (2004)
- Le Dessous des Cartes, Le Kosovo, confetti européen (2008)
- Yougoslavie, Une guerre évitable (2000)

2008

